



Mémoire et vérité

LETTRE 17/10

Armée française : perte de confiance

Après des décennies de réduction de leurs effectifs et de diminution de leurs ressources financières, les armées sont d'autant plus en situation critique qu'elles sont engagées dans de nombreuses opérations longues et difficiles. Dans le prolongement de ces années qui ont suscité chez elles le doute et la méfiance, les événements de cet été ont conforté ces sentiments chez nombre de chefs et de cadres militaires. Il appartient donc aux responsables politiques de restaurer d'urgence la confiance ébranlée, non par des promesses ambiguës, mais par des décisions claires et par des actes cohérents.

Une baisse continue de l'effort de Défense depuis 40 ans

Tous les gouvernements, depuis près de 40 ans, n'ont eu de cesse de prélever tous les ans, et malgré les lois de programmation votées, une part des ressources destinées à la Défense. Le budget de ce ministère a ainsi constitué une variable d'ajustement utilisée en vue de réduire le déficit systématique de celui de l'Etat sans d'ailleurs y parvenir. En effet, les responsables politiques de tous bords ont prélevé des sommes considérables au détriment des armées sans que cela ait eu un quelconque effet sur la dette.

Ainsi, en moins de 40 ans, le budget consacré aux armées (hors pensions de retraite) est passé de près de 3% du produit intérieur brut (PIB) en 1980 à moins de 1,5% aujourd'hui. En outre, la professionnalisation effectuée dans un cadre financier toujours plus contraint a conduit, à partir de 1996, à une réduction considérable des effectifs à laquelle se sont ajoutées la suppression de 54 000 hommes durant la période de la loi de programmation (LPM) 2009-2014 et celle de 26 000 hommes durant la LPM de 2014-2019. Il aura fallu les attentats de 2015 puis de 2016 pour que soient suspendues puis arrêtées des déflations prévues.

Des conséquences graves et durables

Depuis lors, les hommes et les femmes des armées, sollicités dans de nombreux engagements opérationnels au-delà de leurs possibilités, s'épuisent. Ces déflations ont aussi induit d'innombrables dysfonctionnements dont l'exemple le plus connu est le fiasco du logiciel de paiement de la solde des personnels de l'armée de Terre « *Louvois* ». Six ans après le constat de cette situation, de nombreux militaires ne perçoivent toujours pas le montant exact des rémunérations dues, ce qui entraîne pour eux des complications, voire des situations financières critiques. Ce contexte, pourtant inacceptable et qui n'aurait jamais été supporté par aucune autre institution ou entreprise, le sera par les armées jusqu'en 2021 soit au total pendant plus de 10 ans, montrant de manière très concrète, l'indifférence, voire le mépris affichés par la classe politique envers ceux qui servent la France et parfois meurent pour elle. Notre armée est aujourd'hui à bout de souffle, et la crédibilité des dirigeants politiques est durablement entamée par trop de promesses oubliées, d'attitudes et de propos méprisants le plus souvent tenus, d'ailleurs, par des ignorants de la chose militaire.

Quelles perspectives ?

Les déclarations et les engagements pris ont été nombreux durant la campagne électorale : « remontée en puissance », « 2% du PIB », « première puissance militaire européenne » ... Mais qu'en est-il dans les faits ?

1- Le chef d'état-major des Armées à qui il revient de veiller notamment à l'équipement et aux bonnes conditions de vie des soldats qu'il commande, jusqu'au sacrifice de leur vie si la mission l'exige, a dû démissionner, quelques jours après avoir été prolongé d'un an, pour avoir exposé sans détour la réalité de la situation des armées aux représentants du peuple devant la commission de la Défense. -

2- Une coupe de 850 millions d'euros sur le budget 2017 contraint à des reports de programmes d'équipement et des incertitudes demeurent sur le devenir des sommes « gelées » du budget de cette année.

3- Pour 2018, le gouvernement annonce une augmentation de 1,8 milliard d'euros du budget dont 200 millions iront abonder le poste Opex. Donc, à périmètre constant, c'est en réalité 1,6 milliard avec lequel il faudra financer ce qui n'a pas pu l'être en 2017 du fait de la coupe de 850 millions. On voit qu'en réalité l'augmentation n'est plus que de 750 millions d'euros. Il n'y aura donc pas de remontée en puissance mais une légère remontée budgétaire si toutefois les sommes gelées sont disponibles en fin d'année, ce qui devrait permettre au moins de financer les engagements pris par monsieur Hollande avant de quitter sa fonction.

4- L'objectif annoncé d'un budget (hors pensions et Opex) de 2% du PIB en 2025, rappelé par madame Parly le 6 juillet 2017 devant la commission de la Défense, a évolué, notamment quand à Toulon elle a déclaré qu'en passant de 32,7 milliards à 34,4 milliards de 2017 à 2018 le budget passera de 1,78 à 1,83% du PIB. Or le PIB 2017 est estimé à 2 283 milliards et la prévision pour celui de 2018 est de 2 349 milliards, ce qui fait passer le budget hors pensions de 1,43% à 1,46%. Cette ambiguïté jamais levée est perçue comme une tromperie, particulièrement dévastatrice au sein des armées.

Soutenir notre armée : un devoir

Les Français, qui aiment leur armée et en qui ils ont confiance à 85%, veulent majoritairement qu'elle soit mieux équipée. Quant au soldat, il ne croit plus guère aux déclarations et promesses d'une classe politique qui ne s'est souciée de son armée que pour soigner sa propre image.

Les Français exigent maintenant de ceux qui dirigent le pays et qui envoient son armée combattre l'ennemi islamiste, les ressources financières indispensables à sa remontée en puissance : il faut rétablir la cohérence de ses capacités, remettre en état et moderniser ses matériels, accroître ses effectifs, améliorer les conditions de vie de ses soldats.

Ils exigent aussi que soit reconnu à leurs chefs le devoir absolu de dire la vérité à la représentation nationale et à la Nation tout entière y compris, s'il le faut, à travers les médias.

L'ASAF soutient l'armée. Elle développera son action pour que cette institution demeure au cœur de la Nation et dans celui des Français, et pour que la Défense reste le premier devoir de l'Etat.

La REDACTION
www.asafrance.fr